le libertaire

revue de synthèse anarchiste

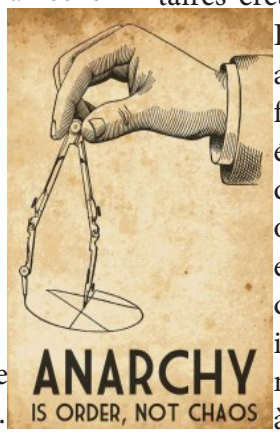
N° 60
FEVRIER 2014

Edité par le
groupe libertaire Jules. Durand

Anarchisme = Société équilibrée

Très souvent les anarchistes sont considérés comme des utopistes car ils veulent faire régner la justice. Si tous les politiciens ainsi que les cercles Condorcet ou autres devisent sur l'égalité politique, les libertaires ne se départissent pas de leur point de vue bakouniniste : l'égalité politique sans égalité économique n'est qu'une fiction. **L'égalité économique étant la mère de toutes les émancipations.**

Pour accéder à la justice, idée force du socialisme libertaire, l'individu doit tout d'abord se débarrasser de ses préjugés et de ses habitudes, ce qui nécessite un véritable travail sur soi et de bénéficier de certaines connaissances qui aident progressivement à rechercher la vérité.

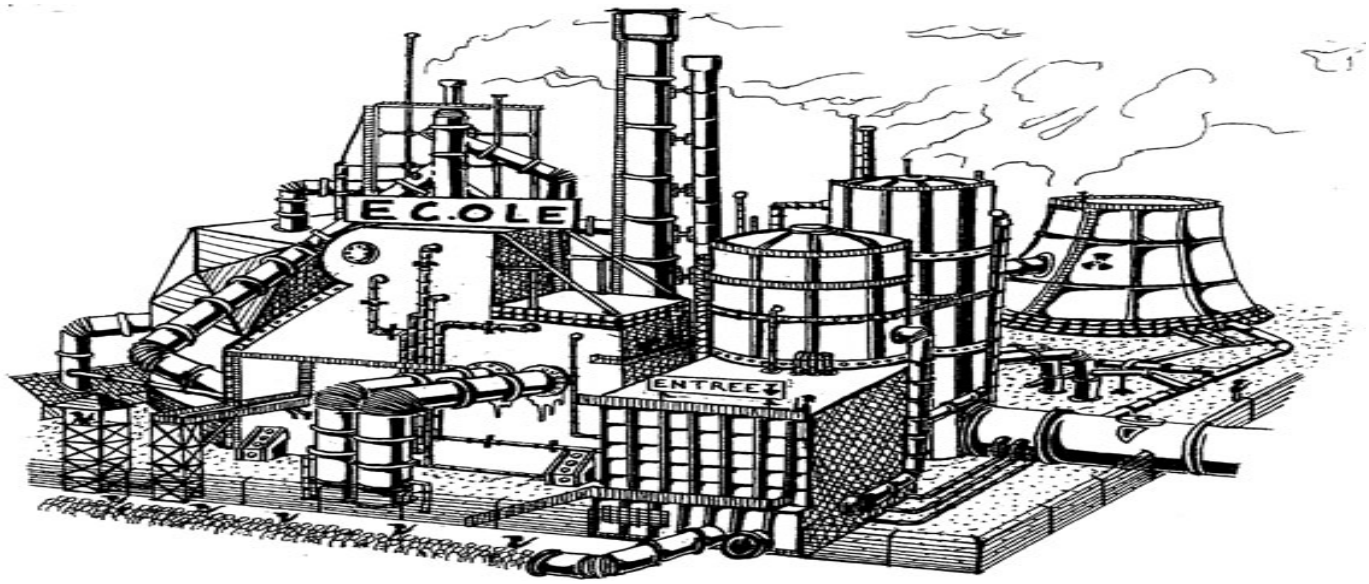


Cette recherche s 'appuie sur les débats de société ce qui suppose des débats politiques dans le sens noble du terme et non politiciens, ce qui permet de ne pas adhérer à l'esprit partisan. Les polémiques de parti pris et débats d'opinions nous enlisent la plupart du temps, nous condamnant bien souvent à l'immobilisme et finalement à la stérilité du faux échange.

L'anarchiste ne doit pas perdre de vue l'idée progressive du perfectionnement de l'individu, son amélioration. Cette progressivité implique la négation de la résignation et le conformisme de principe. Cette amélioration s'appuie sur la révolte, antithèse de l'abdication. Pour autant notre destin individuel est inclus dans le destin collectif de l'humanité. Si nous préconisons comme Martinet un certain militantisme qui ne veut parvenir, nous devons en conclure qu'il nous faut oublier l'ambition personnelle au profit de l'aspiration individuelle. Cette dernière ne peut que se baser sur les liens entre individus ce qui dénote une profonde envie de solidarité, celle qui se mesure à l'aune de la réciprocité et non de la charité. Cela traduit la vocation de concourir à libérer nos frères humains. Cette libération a son corollaire : la liberté, celle qui n'est pas limitée par celle des autres mais dont elle étend celle des individus à l'infini (voir Proudhon et Bakounine à ce sujet). Le libertaire doit être acteur de ses apprentissages et l'artisan de son propre destin d'où la nécessaire conscience de vérifier s'il est libre….

L'analyse du pouvoir étroitement lié au pouvoir politique ne peut être éludée. La confusion des mots du vocabulaire des puissants, entretient celle des idées. Aux anarchistes de déjouer les chausse-trappes du monde moderne des médias et réseaux sociaux. Proudhon a théorisé l'harmonie du monde sur la loi des antagonismes ou plutôt des complémentaires créant l'équilibre, une sorte d'appui ternaire. Les physiciens indiquent que pour qu'il y ait système et structure de ce système, il faut simultanément des forces, des facteurs énergétiques contradictoires…C'est une des lois fondamentales de l'univers. Pauli a ouvert la voie de la mécanique quantique en 1925 en établissant expérimentalement que pour qu'il y ait structure d'un système, il faut un rapport antagoniste, une complémentarité qui empêche aux constituants à la fois de s'accumuler par attraction. et en même temps de s'éparpiller indéfiniment par répulsion. C'est le principe d'exclusion qui confirme ce que Böhr avait postulé de manière confidentielle quelques années auparavant. On n'est pas loin de la loi d'équilibre universel de Proudhon entre attraction et répulsion. Bien sûr depuis cette époque, les progrès scientifiques ont bien évolué avec la relativité d'Einstein…la supra-conductivité de Muller…

Mais la logique de la matière qui a rendu d'énormes services à la micro-physique ne peut être un système universel car l'homme y serait cantonné dans des aliénations perpétuelles…ce qui serait antinomique avec les buts recherchés de l'anarchisme : la justice, l'égalité économique et sociale dans la liberté.



Education prioritaire ?

Le gouvernement impopulaire de Hollande, le libéral démocrate, tout à la botte des patrons entend faire des économies dans la fonction publique afin de contenter le patronat dans le cadre des pactes de responsabilité/compétitivité.

50 milliards d'économie à prendre sur le dos des fonctionnaires au détriment des services publics pour transférer ces économies aux séides de Gattaz.

Les fonctionnaires dont le point d'indice est déjà gelé depuis 4 ans se voient à nouveau montrer du doigt en tant que nantis et se retrouvent avec une nouvelle épée de Damoclès au-dessus de leur tête : va-t-on leur bloquer aussi tout avancement d'échelon et de promotion ? Un ballon d'essai selon certains, une préparation des esprits selon d'autres. D'ailleurs en France, on est quand même mieux lotis qu'en Grèce, Espagne…où les salaires des fonctionnaires ont baissé de façon drastique.

L'inénarrable Peillon a dû monter au créneau pour contrer certaines rumeurs… mais il n'y a pas de fumée sans feu…

Du côté des Zones d'Education Prioritaire, ce même individu est en train de réaliser des économies sur le dos des écoles défavorisées en instaurant uniquement 350 REP + en France. On ne sait toujours pas à ce jour aussi quelles ZEP vont sortir de l'actuel dispositif. Le gouvernement annonce une fourchette de 5 à 10% de sorties de ZEP…

Dans une commune comme Harfleur en Seine-Maritime par exemple, à municipalité communiste, si une sortie de ZEP était envisagée cela se traduirait au final par :

- La perte du statut REP pour un collège, 3 écoles élémentaires et 4 maternelles en septembre 2014 avec comme corollaire des suppressions de postes et des effectifs pléthoriques dans les classes;

- La perte du Contrat Educatif Local signifiant ainsi la fin de bon nombre d'activités périscolaires pour les enfants… Les établissements scolaires avaient déjà été touchés en juin dernier par le licenciement de plusieurs postes d'Assistants d'Education…

En bref, aucune avancée pour les enfants et les enseignants et une dégradation des conditions d'enseignement assurée avec perte de stabilité d'équipes enseignantes à terme.

Les socialistes pourraient être fiers alors de leur bilan. Une nouvelle fois, le PS préparerait un boulevard électoral pour le FN !

Aucune remise en cause de leur politique. Des effets d'annonce désastreux car une refondation de l'école prioritaire devrait normalement se décliner en moyens supplémentaires mesurés en terme de classes à effectif réduit, du personnel supplémentaire, des moyens financiers pour faire vivre les projets des équipes….

L'Etat tend à faire porter la responsabilité de l'échec scolaire sur les familles et les enseignants mais pas un mot sur les problèmes sociaux qui s'aggravent cruellement : chômage, pertes de repères, incivilités, détresse des différents acteurs de terrain…

Suite page 3

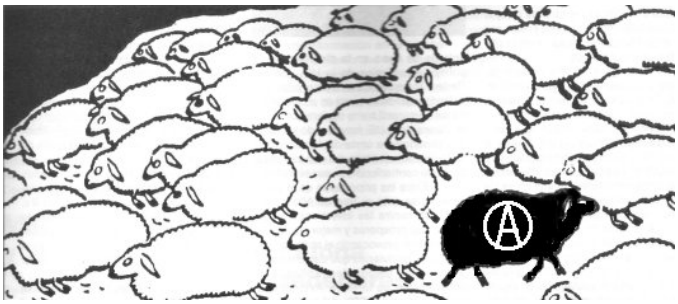
Suite de la page 2

Peillon en restreignant les zones Eclair pour ne garder que 350 REP+ se coule dans les chaussons de Nicolas Sarkozy qui avait fait miroiter aux fonctionnaires et notamment aux enseignants une équation perdante-perdante : moins d'enseignants mais nettement mieux payés et considérés. Mais voilà, le bilan de cette politique est, à défaut d'être mensonger, calamiteux…Des dizaines de milliers d'emplois ont disparu mais les enseignants attendent toujours les hausses de salaires…Promesses pour nigauds que tout cela ! De celles qui n'engagent que ceux qui y croient…
La refondation de l'éducation prioritaire c'est de même le bal des hypocrites.
Comment feront les Dasen pour contraindre à la mixité sociale alors que tout un tas de quartiers sont ghettoïsés et en difficultés sociales ? Non mixité qui arrange bien certaines classes sociales…et fait les beaux jours de l'école privée.
Comment l'Etat va-t-il resserrer la différence de crédits alloués entre communes riches et communes pauvres ? Les finances des écoles varient de 1 à 10 selon les communes. Vous avez dit équité et éducation nationale ?
Dans le journal « Le Monde », d'éminents spécialistes en neurosciences distillent leurs constats ; ainsi les ¾ des enseignants de Cours préparatoire en ZEP utiliseraient un manuel de lecture inapproprié. Mais cet éminent chercheur n'indique nullement quels sont les bons manuels selon lui…ni comment d'ailleurs les écoles peuvent se payer des manuels scolaires car ces spécialistes n'ont aucune réalité du terrain où trop souvent les enseignants travaillent avec leur bite et leur couteau ! Car les écoles sont les parents pauvres de l'Education ! On ne le redira jamais assez.
Un autre chercheur, sociologue de son état, donne le nom d'un livre de lecture qui, employé toujours au CP donnerait un score de 20 % supérieur à ceux qui n'utiliseraient pas ce manuel scolaire… Tout est asséné en l'état, brut de décoffrage : on prend ou on laisse mais que de culpabilité pour les enseignants qui risquent de délaisser les CP pour des niveaux de classe moins en ligne de mire…
La parole politique donnée est rarement suivie d'effet ; les recherches avancées concourent souvent à conforter l'idéologie pédagogique du moment…
En y ajoutant les intérêts éditoriaux de certains, on voit que la confiance des éducateurs de terrain est loin d'être acquise, les enseignants ayant été échaudés plus d'une fois.
Contre-vérités, dispositifs en trompe l'œil, logique de méritocratie…sont les mamelles de l'ancien responsable de la Ligue de l'Enseignement de la Somme.
Mais rassurez-vous, les antennes de l'ex-galaxie F.E.N. relaient le discours ministériel que ce soit sur les nouveaux rythmes scolaires ou la loi de refondation…
Aux parents et aux enseignants de répertorier les expériences émancipatrices qui marchent ou d'inventer de nouveaux espaces de liberté éducative.

Allez-vous faire Coacher !

Depuis quelques temps déjà, les médias et particulièrement la lucarne à blaireaux ont entrepris de nous fourguer du «coaching» à toutes les sauces...Autant je puis à la limite le comprendre dans le domaine sportif , autant toutes les autres formes de soit-disant «coaching» me révulsent au plus haut point.

Songez-donc : on vous vend du coaching pour votre look, pour apprendre à séduire la stagiaire fraichement débarquée comme la secrétaire cougar du big boss, pour l'éducation de vos gosses, pour tout et n'importe quoi et on en arrive au «Coaching de vie» ! Ben voyons, un gugusse super bien formé à coup de Programmation Neuro-Linguistique (PNL) et autres Analyse Transactionnelle va venir m'expliquer comment je dois me comporter en tout, dans mon job, ma vie sentimentale, ma vie familiale, comment je dois me fringuer, bouger , marcher, parler...bref



Comment je dois vivre !!!

En tant que libertaire, ce n'est même plus choquant, c'est désespérant ! Et votre libre-arbitre, vous en faites quoi ? Désolé mais c'est ma vie, elle m'appartient et personne ne doit venir me dicter ma conduite...Bien entendu, j'écoute volontiers les conseils, qu'ils émanent de la famille, des amis proches voire de certaines connaissances mais **je décide !**
Mes réussites et mes échecs n'appartiennent qu'à moi ! C'est ma vie et elle est ce que j'en fais ! Oui vraiment, allez-vous faire coacher ailleurs !!!

Action directe: James Guillaume

L'« Almanach de la Révolution, pour 1908 » (p.60), pose la question suivante : « Qui s'est le premier servi, dans la lutte ouvrière, de la formule si expressive et si bien appropriée : "Action Directe" ? »

Elle cite le passage suivant d'un article de Fernand Pelloutier, dans l'« Ouvrier des Deux-Mondes » du 1er février 1897 : « Le Syndicat des Employés du département de la Seine, convaincus que le moyen d'opérer des modifications dans les conditions du travail dépend beaucoup plus de l'"action directe" exercée par les Syndicats contre les patrons, que des inutiles appels à l'intervention législative ou administrative, vient de décider une campagne de propagande. »

L'« Almanach » après avoir reproduit cette phrase, conclut ainsi : « Pelloutier, jusqu'à preuve du contraire, semble bien être le premier qui ait employé si à propos, dans la lutte ouvrière, le vocable "Action Directe". En est-il le père ? »

À mon tour, j'apporte deux citations, extraites du « Bulletin de la Fédération Jurassienne de l'Internationale » numéros du 1er novembre 1874 et du 28 février 1875.

Dans l'article du 1er février 1874, il s'agit d'une campagne entreprise en Suisse pour la diminution de la journée de travail. À ceux qui voulaient avoir recours à l'intervention législative, le « Bulletin » répondait ceci :

« Notre opinion est que c'est aux ouvriers eux-mêmes à limiter la durée de la journée de travail. Si les ouvriers le veulent sérieusement, ils peuvent par la seule puissance de leur organisation en société de résistance, forcer la main aux patrons sur ce point, sans avoir besoin de l'appui d'aucune loi de l'État. Et, au contraire, si les ouvriers ne sont pas organisés de manière à pouvoir imposer leurs volontés aux patrons, ils auront beau invoquer le texte d'une loi que leur aurait octroyé le pouvoir législatif : cette loi sera constamment éludée et restera à l'état de lettre morte parce que les ouvriers ne seraient pas assez forts pour contraindre la bourgeoisie à l'exécuter. »

Et la méthode à suivre pour « forcer la main » à la classe capitaliste était décrite en ces termes :

« Les ouvriers se sont organisés partout en sociétés de métiers. Ces sociétés se sont groupées en Fédérations corporatives, et ces Fédérations, à leur tour, se sont fédérées entre elles couvrant tout le pays d'un vaste réseau. C'est l'armée du travail, une armée qui, une fois aguerrie et disciplinée, est en état de tenir tête à la bourgeoisie et de lui dicter ses volontés.

« Lorsque cette organisation est réalisée, quelle est la marche à suivre pour obtenir des réformes sociales ? Les ouvriers ont-ils besoin de s'adresser en humbles pétitionnaires à l'autorité législative pour la prier de les prendre sous sa protection ? Nullement. S'ils veulent raccourcir la journée de travail, ils signifient à leurs patrons leur volonté, et, la résistance à l'armée du travail étant impossible, les patrons sont forcés de céder. S'agit-il d'augmenter les salaires, de prendre des mesures concernant le travail des femmes et des enfants, etc. ? On emploie le même moyen : au lieu d'avoir recours à l'État, « qui n'a de force que celle que les ouvriers lui donnent », les ouvriers « règlent directement l'affaire avec la bourgeoisie, lui posent les conditions, et, par la force de leur organisation, la contraignent de les accepter. »

La même question est traitée dans l'article du 28 février 1875 :

« Pour la réduction de la journée de travail, lorsque les ouvriers jugeront le moment opportun pour introduire cette réforme dans tel métier, ils sont parfaitement en état de le faire par l'« action » des sociétés de résistance. Au lieu d'implorer de l'État une loi astreignant les patrons à ne faire travailler que tant d'heures, la société de métier « impose directement » aux patrons cette réforme ; de la sorte, au lieu d'un texte de loi restant à l'état de lettre morte, il s'est opéré, « par l'initiative directe des ouvriers », une transformation dans un fait économique.

Ce que la société de résistance peut faire pour la réduction des heures de travail, elle peut également le réaliser au point de vue du travail des femmes et des enfants, des conditions hygiéniques, des garanties en cas de blessure ou de mort au service d'un patron, et dans bien d'autres questions encore.

« – Très bien, nous dira-t-on : mais ces réformes « opérées directement par les ouvriers » dans leurs métiers respectifs, ne serait-il pas utile de leur donner une sanction légale ?

« Nous répondons : cette sanction ne peut avoir aucune valeur ; car, si la situation économique, si la puissance d'organisation ouvrière font de ces réformes un fait qui pénètre dans les mœurs publiques, elles resteront acquises, et leur vraie garantie se trouvera dans la pression exercée par l'organisation ouvrière ; tandis qu'au contraire si une situation économique défavorable, un relâchement dans l'organisation ouvrière, devaient amener une réaction contre ces réformes, aucune sanction légale ne serait capable d'arrêter cette réaction.

« La tendance de certains groupes ouvriers d'attendre et de réclamer toutes les réformes de l'initiative de l'État, nous paraît un immense danger. En attendant tout de l'État, les ouvriers n'acquièrent point cette confiance en leurs propres forces qui est indispensable à la marche en avant de leur mouvement ; le grimoire des lois s'accroît de quelques nouveaux textes et la position ne change en rien.

« Au lieu de dire cela, si les ouvriers consacraient toute leur activité et toute leur énergie à l'organisation de leurs métiers en sociétés de résistance, en fédérations de métiers, locales et régionales ; si, par les meetings, les conférences, les cercles d'études, les journaux, les brochures, ils maintenaient une agitation socialiste et révolutionnaire permanente ; si, joignant la pratique à la théorie, ils 'réalisaient directement', sans aucune intervention bourgeoise et gouvernementale, toutes les réformes immédiatement possibles, la cause du travail serait mieux servie que par le recours à l'intervention législative.

« C'est là notre programme : nous rejetons toutes les fictions légales, et nous nous consacrons à une action permanente de propagande, d'organisation, de résistance, jusqu'au jour de la Révolution sociale. »

Voilà comment, il y a plus de trente ans, dans un journal de l'Internationale, on préconisait l''Action Directe'. Si les 'mots' n'y sont qu'approximativement : 'les ouvriers 'règlent directement' l'affaire avec la bourgeoisie', – 'action' des sociétés de résistance… imposant 'directement' aux patrons une réforme', 'transformation dans un fait économique opérée par l''initiative directe' des ouvriers', – 'réformes' opérées directement" par les ouvriers », etc., la « chose » y est de la façon la plus explicite.

L'article du 1er novembre 1874 a été écrit par le soussigné, celui du 28 février 1875, par Adhémar Schwitzguébel.

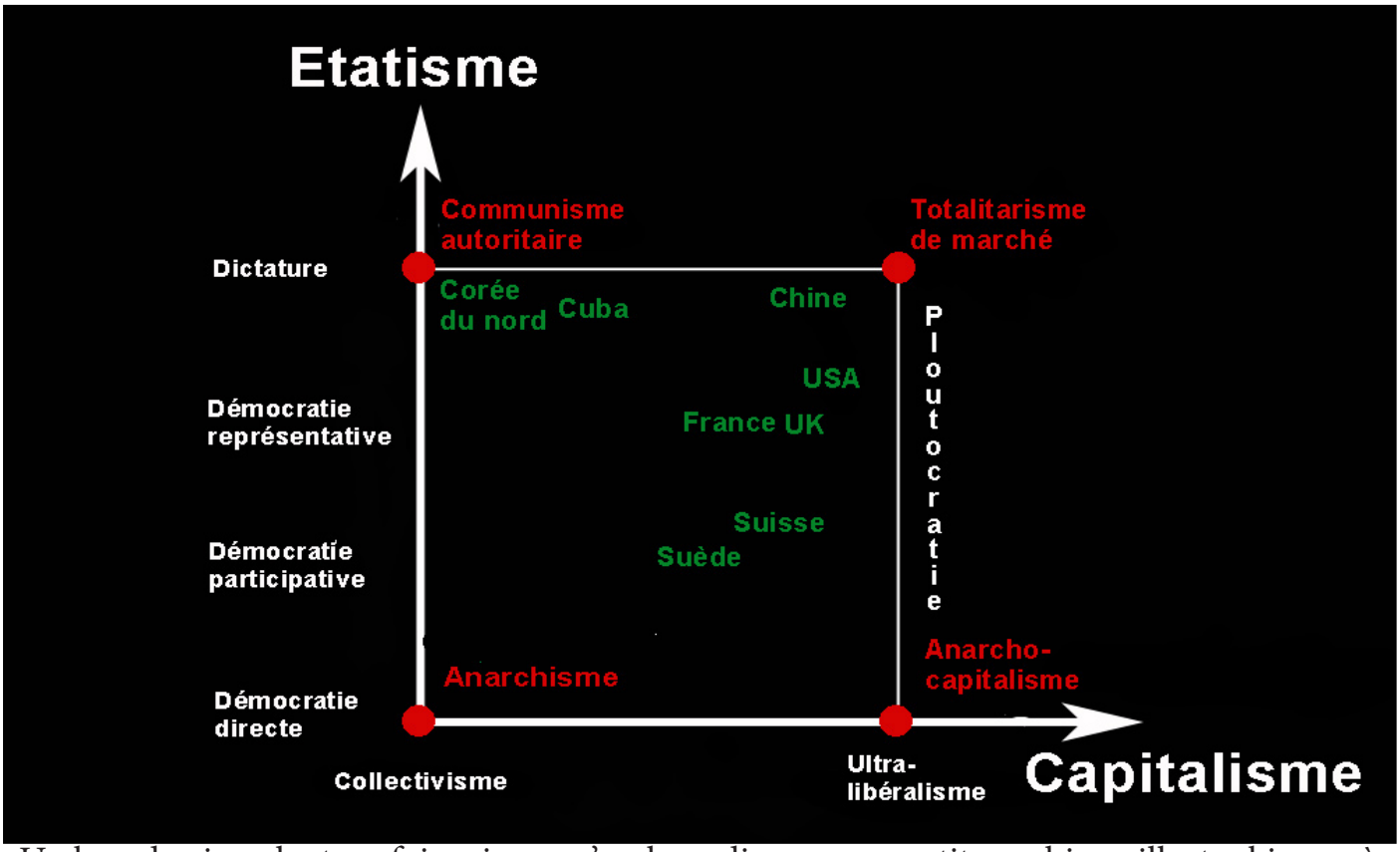
Une autre citation encore me semble avoir également son intérêt. Le 6 avril 1870, à la Chaux-de-Fonds, le Congrès de la « majorité » de la Fédération romande de l'Internationale (après la scission provoquée par la « minorité » politicienne que menaient Coullery et Outine) vota à l'unanimité, sur le rapport de Schwitzguébel, la résolution suivante :

« Le Congrès Romand recommande à toutes les Sections de l'Association Internationale des travailleurs de renoncer à toute action ayant pour but d'opérer la transformation sociale au moyen de réformes politiques nationales, et de porter toute leur activité sur la constitution fédérative des corps de métier, seul moyen d'assurer le succès de la révolution sociale. Cette Fédération est la véritable représentation du travail, qui doit avoir lieu absolument en dehors des gouvernements politiques ».

Voilà bien la conception que plus d'un quart de siècle après, au lendemain du Congrès d'Amiens, on a résumé dans cette formule qui a fait fortune : « Le syndicalisme se suffit à lui-même ».

Ces citations ne montrent-elles pas qu'il y a identité complète entre les idées et la tactique des militants de l'Internationale et celles du syndicalisme révolutionnaire actuel ?

James Guillaume



Un bon dessin valant parfois mieux qu'un long discours, ce petit graphique illustre bien ce à quoi nous devons tendre, car comme le disait Errico Malatesta :

«Il ne s'agit pas de faire l'anarchie aujourd'hui, demain, ou dans dix siècles, mais d'avancer vers l'anarchie aujourd'hui, demain, toujours.»

LA LUTTE CONTRE L'ÉTAT - NESTOR MAKHNO

Diélo trouda, n°17, octobre 1926, pp.5-6.

Le fait que l'Etat moderne soit le type d'organisation d'un pouvoir fondé sur l'arbitraire et la violence dans la vie sociale des travailleurs est indépendant de son caractère «bourgeois» ou «prolétariens». Il repose sur le centralisme oppressif, découlant de la violence directe d'une minorité sur la majorité. Chaque Etat utilise, pour affirmer et imposer la légalité de son système, outre le fusil et l'or, des moyens puissants de pression morale. A l'aide de ces moyens, un petit groupe de politiciens réprime psychologiquement toute la société et, en particulier, les masses laborieuses, les conditionnant de façon à détourner leur attention du servage instauré par l'Etat.

Ainsi, il est clair que, pour combattre la violence organisée de l'Etat moderne, il faut employer des moyens puissants, correspondant à l'importance de la tâche.

Jusqu'ici, les moyens d'action sociale employés par la classe laborieuse révolutionnaire contre le pouvoir des oppresseurs et exploiteurs - l'Etat et le Capital - , conformément aux idées libertaires, ne suffisent pas pour mener les travailleurs à la victoire complète.

Il est arrivé dans l'Histoire que les travailleurs vainquent le Capital; mais la victoire leur échappait ensuite, parce qu'un pouvoir d'Etat se créait, unissant les intérêts du capital privé et capitalisme d'Etat pour triompher des travailleurs.

L'expérience de la révolution russe nous a démontré à l'évidence nos insuffisances dans ce domaine. Nous ne devons pas l'oublier, nous appliquant à les discerner distinctement.

Nous pouvons reconnaître que notre lutte contre l'Etat dans la Révolution russe fut remarquable, malgré la désorganisation qui règne dans nos rangs; remarquable surtout en ce qui concerne le la destruction de cette hideuse institution.

Mais, en revanche notre lutte fut insignifiante dans le domaine de l'édification de la société libre des travailleurs et de ses structures sociales, ce qui aurait pu garantir son développement en dehors de la tutelle de l'Etat et de ses institutions répressives.

Le fait que nous, communistes libertaires ou anarcho-syndicalistes, n'avions pas prévu le lendemain de la Révolution russe, et que nous ne nous sommes pas hâté de formuler à temps les nouvelles formes de l'activité sociale, a amené beaucoup de nos groupes ou organisations à hésiter plus d'une fois dans leur orientation politique et socio-stratégique sur le front combattant de la Révolution.

Afin d'éviter de retomber à l'avenir dans les même erreurs, lors d'une situation révolutionnaire, et pour conserver la cohérence de notre ligne organisationnelle, nous devons fondre d'abord toutes nos forces en un collectif agissant, puis définir dès maintenant notre conception constructive des unités économiques et sociales, locales et territoriales, au besoin au besoin les nommer de façon déterminée (soviets libres), et en particulier définir dans les grandes lignes leurs fonctions révolutionnaires fondamentales dans la lutte contre l'Etat. L'époque actuelle et les leçons de la révolution russe l'exigent.

Ceux qui se sont mêlés au coeur même de la lasse ouvrière et paysanne, en prenant activement part aux victoires et aux défaites de son combat, ceux là doivent sans aucun doute arriver à nos conclusions, et plus précisément à comprendre que notre lutte contre l'Etat doit se mener jusqu'à la liquidation complète de celui-ci; ceux là reconnaîtrons par ailleurs que le rôle le plus difficile dans cette lutte est celui de la force armée révolutionnaire.

Il est indispensable de lier les forces armées de la Révolution avec les unités sociales et économiques, dans lesquelles la population laborieuse s'organisera dès les premiers jours de la révolution, afin d'instaurer une auto-organisation totale de la vie, en dehors de toutes structures étatiques.

Les anarchistes doivent concentrer, dès maintenant, leur attention sur cet aspect de la Révolution. Ils doivent être persuadés que, si les forces armées de la révolution s'organisent en armée importantes ou en de nombreux détachements armés locaux, elles ne pourront que vaincre les tenants et les défenseurs de l'étatisme, et par là même créer les conditions nécessaires pour la population laborieuse qui soutient la révolution, afin qu'elle puisse rompre tous ses liens avec le passé et mettre au point le processus d'édification d'une nouvelle vie socio-économique.

L'Etat pourra cependant conserver quelques survivances locales et tenter d'entraver de multiples façons la nouvelle vie des travailleurs, freiner la croissance et le développement harmonieux des nouveaux rapports basés sur l'émancipation totale de l'homme.

La liquidation finale et totale de l'Etat ne pourra avoir lieux que lorsque l'orientation de la lutte des travailleurs sera la plus libertaire possible, lorsqu'ils élaboreront eux-même leurs structures d'action sociale.

Ces structures doivent prendre la forme d'organes d'autodirection sociale et économique, celle des soviets libres (anti-autoritaires). Les travailleurs révolutionnaires et leur avant garde - les anarchistes - doivent analyser la nature et la structure de ces soviets et préciser à l'avance leurs fonctions révolutionnaires.

C'est de cela que dépend principalement l'évolution positives et le développement des idées anarchistes parmi ceux qui accomplirons pour leur propre compte la liquidation de l'Etat pour édifier la société libre.

Revue N'Autre école: Questions de classes http://www.questionsdeclasses.org

Le nouveau numéro de la revue syndicale et pédagogique N'Autre école se propose d'explorer l'univers scolaire dans ses rapports avec les mots : « L'école ne dit pas ce qu'elle fait et ne fait pas ce qu'elle dit » remarquait déjà Pierre Bourdieu.

Tout au long de ces 60 pages, analyses et témoignages (Alain Rey, Marc Hatzfeld, Nico Hirtt, Olivier Maurel, Laurent Ott, Bernard Collot) entretiens (Serge Boimare, Olivier Maurel) et récits de pratiques (dans l'apprentissage des langues, des maths ou de la lecture et de l'écriture) apportent des éclairages sur « les » langages, et pas seulement ceux de l'école (la langue comme outil de discrimination ou de lutte...)

La pluralité des langues, en incluant les langues négligées (immigrées, régionales), la diversité des dires (cris des ordres et cris-désordre, formes populaires de l'oral ou mots internes d'avant l'oral, plaisir de la plongée dans les contes), leur fonction d'outils entre le réel et notre espèce (langue intermédiaire à l'école, langage statistique ou scientifique), tout cela est présenté par des témoins, praticiens et/ou spécialistes reconnus.

Un numéro sur Les langages n'a pas la prétention de tout dire, ce serait aller contre le sens de ce mot qui signifie possibilités infinies. Il se contente, dans les deux sens du terme, de dire « ce que parler veut dire » de « nautre » point de vue, critique et constructeur, radical et concret, éducatif et social.

L'INTERNATIONALE ANARCHISTE ET LA GUERRE (1915)

Comme nous sommes en 2014, et que la préparation bat son plein pour célébrer la boucherie de 14-18, il est bon de rappeler notre pacifisme. ***Si Vis Pacem, Parabellum...Et bien non ! si tu veux la Paix, prépare la Paix***...Non qu'il faille se laisser massacrer en tendant la joue droite, mais la militarisation et la rhétorique guerrière ne peut que déboucher sur la haine de l'autre, du Boche, du Mécréant, du Juif, du Rom, des Peaux-Rouges, j'en passe et des meilleures. Le texte ci-après, co-signé à Londres en 1915 est une parfaite illustration du nécessaire anti-militarisme militant des anarchistes

L'Europe en feu, une dizaine de millions d'hommes aux prises, dans la plus effroyable boucherie qu'ai jamais enregistrée l'histoire, des millions de femmes et d'enfants en larmes, la vie économique, intellectuelle et morale de sept grands peuples, brutalement suspendue, la menace, chaque jour plus grave, de complications nouvelles, tel est, depuis sept mois, le pénible, angoissant et odieux spectacle que nous offre le monde civilisé.

Mais spectacle attendu, au moins par les anarchistes, car pour eux, il n'a jamais fait et il ne fait aucun doute -les terribles événements d'aujourd'hui fortifient cette assurance- que la guerre est en permanente gestation dans l'organisme social actuel et que le conflit armé restreint ou généralisé, colonial ou européen est la conséquence naturelle et l'aboutissement nécessaire et fatal d'un régime qui a pour base l'inégalité économique des citoyens, repose sur l'antagonisme sauvage des intérêts et place le monde du travail sous l'étroite et douloureuse dépendance d'une minorité de parasites, détenteurs à la fois du pouvoir politique et de la puissance économique.

La guerre était inévitable ; d'où qu'elle vint, elle devait éclater.

Ce n'est pas en vain que depuis un demi siècle, on prépare fiévreusement les plus formidables armements et que l'on accroît tous les jours davantage les budgets de la mort. A perfectionner constamment le matériel de guerre, à tendre continûment tous les esprits et toutes les volontés vers la meilleure organisation de la machine militaire, on ne travaille pas à la paix. Aussi est-il naïf et puéril, après avoir multiplié les causes et les occasions de conflits, de chercher à établir les responsabilités de tel ou tel gouvernement.

Il n'y a pas de distinction possible entre les guerres offensives et les guerres défensives.

Dans le conflit actuel, les gouvernements de Berlin et de Vienne se sont justifiés avec des documents non moins authentiques que les gouvernements de Paris, de Londres, et de Pétrograd ; c'est à qui de ceux-ci ou de ceux-là produira les documents les plus indiscutables et plus décisifs pour établir sa bonne foi, et se présenter comme l'immaculé défenseur du droit et de la liberté, le champion de la civilisation.

La civilisation ? Qui donc la représente, en ce moment ?
Est-ce l'état allemand, avec son militarisme formidable et si puissant, qu'il a étouffé toute velléité de révolte ?
Est-ce l'état russe, dont le knout, le gibet et la Sibérie sont les seuls moyens de persuasion ?
Est-ce l'état français, avec Biribi, les sanglantes conquêtes du Tonkin, de Madagascar, du Maroc, avec le recrutement forcé des troupes noires ?
La France qui retient dans ses prisons, depuis des années, des camarades coupables seulement d'avoir parlé et écrit contre la guerre ?
Est-ce l'Angleterre qui exploite, divise, affame et opprime les populations de son immense empire colonial ?

Non.

Aucun des belligérants n'a le droit de se réclamer de la civilisation, comme aucun n'a le droit de se déclarer en état de légitime défense. La vérité, c'est que la cause des guerres, de celle qui ensanglante actuellement les plaines de l'Europe, comme de toutes celles qui l'ont précédée, réside uniquement dans l'existence de l'état, qui est la forme politique du privilège. L'état est né de la force militaire ; il s'est développé en se servant de la force militaire ; et c'est encore sur la force militaire qu'il doit logiquement s'appuyer pour maintenir sa toute-puissance. Quelle que soit la forme qu'il revête, l'état n'est que l'oppression organisée au profit d'une minorité de privilégiés. Le conflit actuel illustre cela de façon frappante : toutes les formes de l'état se trouvent engagées dans la guerre présente : l'absolutisme avec la Russie, l'absolutisme mitigé de parlementarisme avec l'Allemagne, l'état régnant sur des peuples de races bien différentes avec l'Autriche, le régime démocratique constitutionnel avec l'Angleterre, et le régime démocratique républicain avec la France. Le malheur des peuples qui, pourtant étaient tous profondément attachés à la paix, est d'avoir eu confiance en l'état, avec ses diplomates intrigants, en la démocratie et les partis politiques (même d'opposition, comme le socialisme parlementaire) pour éviter la guerre. Cette confiance a été trompée à dessein, et elle continue à l'être, lorsque les gouvernements, avec l'aide de toute leur presse, persuadent leurs peuples respectifs que cette guerre est une guerre de libération.
Nous sommes résolument contre toute guerre entre peuples et dans les pays neutres, comme l'Italie, où les gouvernants prétendent jeter encore de nouveaux peuples dans la fournaise guerrière, nos camarades se sont opposés, s'opposent, et s'opposeront toujours à la guerre, avec la dernière énergie.
Le rôle des anarchistes, quels que soient l'endroit ou la situation dans lesquels ils se trouvent, dans la tragédie actuelle, est de continuer à proclamer qu'il n'y a qu'une seule guerre de libération : celle qui dans tous les pays, est menée par les opprimés contre les oppresseurs, par les exploités contre les exploiteurs. Notre rôle, c'est appeler les esclaves à la révolte, contre leurs maîtres. La propagande et l'action anarchistes doivent s'appliquer avec persévérance à affaiblir et à désagréger les divers états, à cultiver l'esprit de révolte, et à faire naître le mécontentement dans les peuples et dans les armées.

A tous les soldats de tous les pays, qui ont la foi de combattre pour la justice et la liberté, nous devons expliquer que leur héroïsme et leur vaillance ne serviront qu'à perpétuer la haine, la tyrannie et la misère. Aux ouvriers de l'usine, il faut rappeler que les fusils qu'ils ont maintenant entre les mains, ont été employés contre eux dans les jours de grève et de légitime révolte et qu'ensuite, ils serviront encore contre eux, pour les obliger à subir l'exploitation patronale. Aux paysans, montrer qu'après la guerre, il faudra encore une fois se courber sous le joug, continuer à cultiver la terre de leurs seigneurs et nourrir les riches. A tous les parias, qu'ils ne doivent pas lâcher leurs armes avant d'avoir réglé leurs comptes avec leurs oppresseurs, avant d'avoir pris la terre et l'usine pour eux. Aux mères, compagnes et filles, victimes d'un surcroît de misère et de privations, montrons quels sont les vrais responsables de leurs douleurs et du massacre de leurs pères, fils et maris. Nous devons profiter de tous les mouvements de révolte de tous les mécontentements, pour fomenter l'insurrection, pour organiser la révolution, de laquelle nous attendons la fin de toutes les iniquités sociales. Pas de découragement même devant une calamité comme la guerre actuelle. C'est dans des périodes aussi troublées où des milliers d'hommes donnent héroïquement leur vie pour une idée, qu'il faut que nous montrions à ces hommes la générosité, la grandeur et la beauté de l'idéal anarchiste ; la justice sociale réalisée par l'organisation libre des producteurs ; la guerre et le militarisme à jamais supprimés ; la liberté entière conquise par la destruction totale de l'état et de ses organismes de coercition.
Vive l'anarchie !

Londres, 12 février 1915
Léonard d'Abbet, Alexandre Berckmann, L. Bertoni, L. Bersani, G. Bernard, A. Bernado, G. Barett, E. Boudot, A. Gazitta, Joseph-J Cohen, Henri Combes, Nestor Ciek van Diepen, F.W. Dunn, Ch. Frigerio, Emma Goldman, V. Garcia, Hippolyte Havel, T.H. Keell, Harry Kelly, J. Lemarie, E. Malatesta, Noël Paravich, E. Recchioni, G. Rijuders, J. Rochtenine, A. Savioli, A. Schapiro, William Shatoff, V.J.C. Schermerhorn, C. Trombetti, P. Vallina, G. Vignati, L.J. Wolf, S. Yanosky.

Démocratie illégitime

Invasion de la paix sociale, charité de bienséance, niaiserie sentimentale…tout cela participe au triomphe de la démocratie, régime politique fondé sur la confusion des classes et la domination des non-producteurs au premier rang desquels les spéculateurs.

Cette démocratie de privilégiés détourne les classes productrices de leur activité économique et canalise leur attention vers de vagues et prétendues préoccupations morales et politiques où le prestige des détenteurs du pouvoir déguise la soif de domination et l'appétit de jouissance des intellectuels de profession, des faiseurs d'opinion et des politiciens maîtres du pouvoir.

Cette attitude de perpétuelle abdication du peuple foule aux pieds les intérêts des travailleurs qui s'enlisent dans un marécage de revendications subalternes.

Si l'égalité politique est tant prônée par les capitalistes et leurs subordonnés c'est que ce système apparemment égalitaire ne remet aucunement en cause les privilèges du patronat. Seule l'égalité économique et sociale peut permettre un changement radical des rapports de classes.

L'intransigeance patronale que l'on constate de plus en plus de nos jours et soutenue de facto par les politiciens de gauche comme de droite prépare le lit d'un régime autoritaire si une alternative sociale n'émerge pas.

Les ouvriers qui se laissent prendre au mirage de la démocratie risquent à nouveau d'en faire les frais comme à l'accoutumée. Seul le refus des prolétaires d'accepter la paix sociale et l'ordre dont ils sont les victimes abusées est à même de stopper la perte des acquis sociaux dans un premier temps puis de reprendre l'offensive pour obtenir de nouveaux droits et avantages.

Le piège des conciliations arbitrales et la corruption de cette paix sociale aiguisent l'oppression des salariés et des chômeurs qui sont accablés par l'impôt, les salaires dérisoires et un traitement irrespectueux de leur individualité.

En réalité la démocratie repose sur le même principe de féodalité intellectuelle que l'église. Le travailleur se retrouve en situation de vassal où la direction des affaires lui est totalement étrangère.

La démocratie aujourd'hui, c'est neuf millions de pauvres en France dont deux millions et demi d'enfants. C'est ferme ta gueule et bosse ou vis de subsides !

Nous sommes en présence d'un Etat démocratique de même essence que l'Etat théologique et monarchique.

Le prolétariat n'a pas d'autre choix que de s'organiser de façon autonome sur la base de ses propres revendications : la révolution sociale se trouve à nouveau à l'ordre du jour. Pour être efficace, cette dernière ne sera efficace que si elle rompt avec le passé et n'imite en rien les révolutions bourgeoises.

Ils assèchent notre pouvoir d'achat, asséchons la trésorerie des partis : pas un vote pour les politicards ni aux municipales ni aux européennes ! Abstention révolutionnaire, c'est dans la rue que ça se passe…

Je découvre, 20 ans après sa formation, le groupe Tagada Jones, qui donne dans le Punk-rock bien brutal avec des paroles engagées. J'emprunte volontiers à une chronique du Webzine «Aux portes du Metal» : Sujets d'actualité, rébellion, valeurs morales, racisme, société de consommation…

Bon, étant plutôt Fan de Metal que de Punk expliquant par là-même que je sois passé à côté de ce groupe, je dois avouer que ça déménage sévère côté musique. Pour paraphraser les «Tontons Flingueurs» : C'est du Brutal et de premier ordre. Faut quand même reconnaître que c'est plutôt une «musique d'Homme» (sans machisme aucun bien sur mais c'est clair, c'est pas pour les Bourges ou les minettes du 16ème !) Du Rock, y en a. Du Punk, y en a Aussi ! Et ça lorgne même parfois vers le Metal

Comme je suis un peu pris de court et que je tenais absolument parler de ce groupe, je me permets d'emprunter leur bio que vous pouvez trouver sur leur site internet : http://www.tagadajones.com. J'espère qu'ils ne m'en tiendront pas rigueur

«Tagada Jones, déjà 20 ans d'existence ! 20 ans aux cours desquels le groupe a parcouru 24 pays, produit plus de 1600 concerts et 7 albums studio, rien que ça ! Tagada c'est aussi une conscience sociale, un engagement politique et surtout une référence en terme d'indépendance. Dignes héritiers de la scène alternative française, ils sont reconnus par leurs prédécesseurs (Bérurier Noir, Parabellum, Shérifs..) comme étant l'incarnation du « Do it yourself » français.

Si le combo a démarré sa carrière il y a vingt ans sous la forme d'un quatuor 100 % punk-rock, sa musique avait pris une nouvelle orientation quelques années plus tard avec l'arrivée d'un cinquième membre, Gus, second chanteur et manipulateur de samples. Après son départ, en septembre 2007, Tagada Jones s'est donc retrouvé de nouveau à quatre et, depuis, continue de composer une musique fidèle à ses racines, même si l'aspect électro-indus n'a pas disparu. On constate, en effet, que les références du groupe rennais couvrent plus que jamais un spectre musical allant du punk anglais, des origines à sa version californienne des années 90, en passant par l'alternatif hexagonal des années 80 ou encore le métal ou le hardcore. Des influences qui ont été parfaitement digérées pour aboutir finalement à une musique qui ne ressemble à rien d'autre qu'à du Tagada Jones ! Si la musique a évolué, elle reste immédiatement reconnaissable, notamment grâce à la voix de Niko, à son chant enragé et à ses textes militants. Des textes qui ont d'ailleurs connu eux aussi une certaine évolution au fil des ans.

Désormais, Tagada Jones ne montre plus du doigt, ne désigne plus, mais fait passer son message de façon plus globale, en abordant des problèmes de société plus larges qui ne peuvent laisser personne indifférent. Violences conjugales, capitalisme effréné, oppression, guerres, racisme, écologie, politique… Les thèmes restent graves, la vision terriblement lucide, et l'ensemble brosse un portait plutôt sombre de la société actuelle.

Trouvant le parfait équilibre entre conscience sociopolitique affûtée et virulence sonore, porté par des refrains fédérateurs et des guitares mordantes Tagada Jones s'impose en fer de lance de la scène punk-hardcore française contemporaine. Aussi engagée qu'enragée, la troupe n'en oublie pas pour autant de dispenser une saine et franche énergie rock'n'roll, propre à faire transpirer n'importe quel amateur de décibels, principalement lors de concerts toujours mémorables, où le quatuor révèle toute la mesure de sa ferveur et de sa générosité.

Toujours plus violent, plus revendicateur, plus pertinent et plus incisif : Tel est le visage de Tagada Jones en 2013. Gonflé à bloc et prêt à repartir pour au moins dix ans de concerts et dix autres albums tous aussi virulents que leurs prédécesseurs.

Rendez-vous dans la fosse !»

Le Libertaire
Internet : -http://le-libertaire.net/
E-Mail : julesdurand.lehavre@gmail.com
Directeur de la Publication : Olivier Lenourry
Numéro de commission paritaire en cours

A VOS PLUMES !

Le libertaire accueille amicalement l'apport aertistique , les études sociales, culturelles et économiques des lecteurs et lectrices
Envoyez vos articles au Libertaire. par Mail julesdurand.lehavre@gmail.com